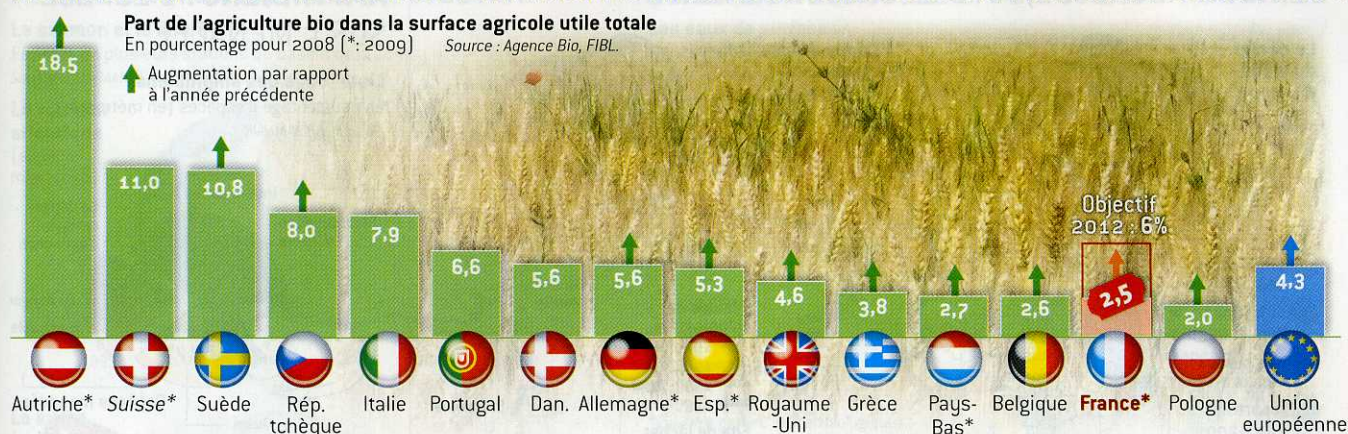


AGRICULTURE BIO : LA FRANCE EN PROGRÈS MAIS TOUJOURS SOUS LA MOYENNE EUROPÉENNE

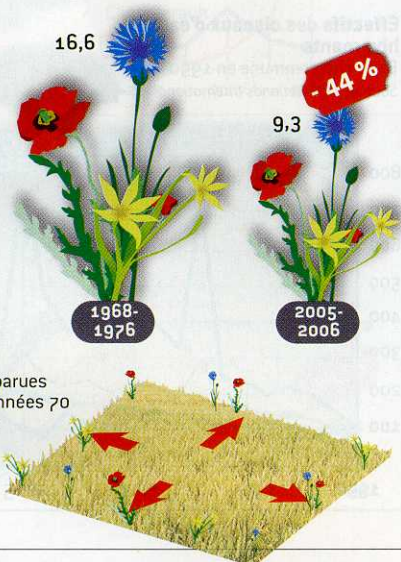


DES FLEURS DES CHAMPS QUI DISPARAISSENT

Évolution de la flore adventive

Nombre moyen d'espèces par parcelle

Source : INRA



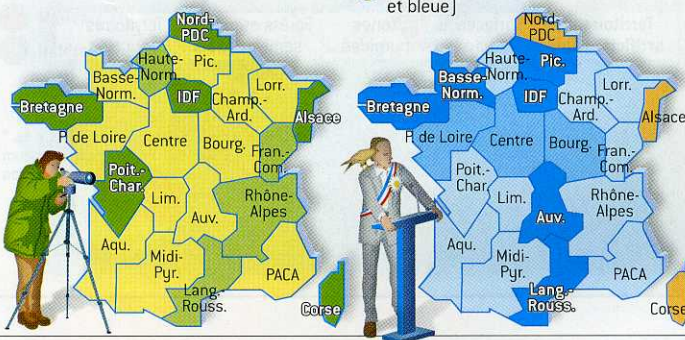
COLLECTIVITÉS TERRITORIALES : DES INITIATIVES POUR LA BIODIVERSITÉ

Les observatoires régionaux de la biodiversité (ORB)

- ORB opérationnel ou en phase de démarrage
- ORB en cours de préfiguration ou en cours de montage
- Pas de mutualisation de l'ensemble des données sur la biodiversité

État d'avancement des stratégies régionales pour la biodiversité (SRB)

- SRB en cours de mise en œuvre ou de démarrage
- SRB en phase de réflexion
- Politique du conseil régional pour la biodiversité
- Autres dispositifs (ex. trame verte et bleue)



Une aberration, d'autant que les inventaires de populations animales et végétales sont la base de la connaissance de l'état de la biodiversité. Depuis des années, les associations naturalistes réalisent ce travail, mais les résultats sont souvent dispersés et peu accessibles. D'où l'intérêt des Observatoires locaux de la biodiversité, dont le rôle est de compiler ces données et de diffuser l'information. Cependant, toutes les régions et tous les départements sont loin d'être dotés d'un observatoire, leur mise en place nécessitant des années car elle implique des acteurs dont les visions et les objectifs peuvent diverger. Certaines collectivités font néanmoins des efforts. Ainsi, neuf régions sont engagées dans une Stratégie régionale pour la biodiversité. « Mais une région qui n'en a pas encore une peut mener tout de

même des actions intéressantes, comme l'Alsace et le Nord-Pas-de-Calais qui ont opté pour des dispositifs dédiés aux corridors écologiques », explique Florence Clap, de l'UICN (Union internationale pour la conservation de la nature).

Manque de budget pour le bio

Reste qu'une stratégie, en intégrant la biodiversité dans toutes les politiques publiques, est la meilleure façon d'agir. On mesure aujourd'hui les effets désastreux de l'agriculture intensive sur la flore : une étude de l'INRA (Institut national de la recherche agronomique) montre que, en trente ans, le nombre d'espèces de prétendues « mauvaises herbes » a diminué de moitié dans les champs. Or beaucoup

ont un rôle bénéfique dans les écosystèmes agricoles : leurs fleurs nourrissent les insectes pollinisateurs et leurs graines, nombre d'oiseaux, dont les populations ont subi une perte de 25 % en vingt ans. Tout cela plaide pour une agriculture plus respectueuse de l'environnement. Mais avec seulement 2,5 % de sa surface agricole en bio, la France est bien en dessous des 4,3 % de la moyenne européenne et encore loin de son objectif de 6 % pour 2012. Pourtant, les demandes de conversion vers le bio sont de plus en plus nombreuses, mais les aides de l'État sont insuffisantes. D'après Marie-Catherine Schluz, chargée de mission agriculture à France Nature Environnement (FNE), « 15 à 25 % des demandes de conversion risqueraient de ne pas être honorées, faute de budget disponible ».